

CANADA

Débats de la Chambre des Communes

COMPTE RENDU OFFICIEL

Présidence de l'honorable RODOLPHE LEMIEUX,
Orateur.

JEUDI, 17 mars 1927.

La séance est ouverte à trois heures.

1re LECTURE

De deux projets de loi d'intérêt privé:

N° 153, déposé par M. Edwards (Ottawa),
constituant en corporation la Convention bap-
tiste d'Ontario et de Québec.

N° 154, déposé par M. Jacobs, tendant à
constituer en corporation la North American
Relations Foundation.

DEPOT DU 1er RAPPORT DU COMITE DES ORDRES PERMANENTS

M. LAPIERRE propose:

Que le 3e rapport du comité des Ordres per-
manents soit adopté.

(La motion est adoptée.)

MUTATION DANS LA COMPOSITION DE DIVERS COMITES

Le très hon. MACKENZIE KING (pre-
mier ministre) propose:

Que le nom de M. Young (Toronto-Nord-Est)
soit substitué à celui de sir Henry Drayton pour
le comité des chemins de fer, canaux et lignes té-
légraphiques.

Et que le nom de M. Young (Toronto-Nord-
Est) soit substitué à celui de sir Henry Dray-
ton pour le comité des Ordres permanents.

(La motion est adoptée.)

1re LECTURE

D'un projet de loi tendant à modifier la loi
des marques de commerce et des dessins indus-
triels.

L'hon. M. HEENAN (ministre du Tra-
vail) demande à déposer le projet de loi
n° 171, tendant à modifier la loi des marques
de commerce et des dessins industriels.

L'hon. M. GUTHRIE: Expliquez-vous.

L'hon. M. HEENAN: Le présent bill a
pour but de conférer aux unions ouvrières le
privilege d'enregistrer leurs étiquettes et de
prévenir l'emploi d'étiquettes falsifiées ou con-

tréfaites. Tout en donnant aux unions le
droit de déposer leurs étiquettes, le bill porte
qu'aucune étiquette ne peut être mise sur des
marchandises quelconques sans le consente-
ment du propriétaire de ces marchandises. La
même protection est accordée aux unions dans
plusieurs états américains et en Grande-Bre-
tagne.

(La motion est adoptée et le bill est lu une
1re fois.)

1re LECTURE D'UN PROJET PORTANT MODIFICATION DE LA LOI DE LA PREUVE

L'hon. FERNAND RINFRET (secrétaire
d'Etat) propose la 1re lecture d'un projet de
loi n° 152 provenant du Sénat et tendant à
modifier la loi de la preuve, en ce qui concerne
les livres et registres des banques.

(La motion est adoptée et le bill est lu une
1re fois.)

QUESTIONS

(Les questions auxquelles il a été répondu
de vive voix sont marquées d'un astérisque.)

L'ARCHIVISTE DES PROVINCES MARITIMES

M. BELL (Saint-Jean-Albert) demande:

1. Y a-t-il un archiviste pour les Provinces
maritimes?
2. Dans l'affirmative, quels sont ses nom,
appointements et date de nomination?
3. Ses services exigent-ils sa présence dans les
Provinces maritimes?
4. Depuis combien de mois a-t-il visité les
bureaux de Saint-Jean et d'Halifax?

1. Oui.
2. Le docteur J. D. Logan, nommé le 16
février 1925, aux appointements de \$2,520.
3. Oui, à moins que dans l'intérêt de son
service et du département il n'ait besoin de
visiter d'autres endroits.
4. Environ cinq mois.

LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE DE RIVIÈRE-DE-LA-PAIX

M. SPENCER demande:

1. Le Gouvernement se propose-t-il de cons-
tituer une ligne de téléphone dans la région de
la rivière de la Paix?
2. Dans l'affirmative, sur quelle distance?
3. Entre quels endroits?